



Politique de la Ville 2018 – Phasing OUT

Convention entre la commune de Saint-Josse-ten-Noode et la Maison de la Famille asbl

ENTRE

La Commune de Saint-Josse-ten-Noode, représentée par son Collège des Bourgmestre et Échevins, valablement représenté par Emir KIR, Bourgmestre, assisté de Patrick NEVE, Secrétaire communal, agissant en vertu d'une décision du Conseil communal en date du 27/11/2017, **annexe 1**, dénommé ci-après « La Commune » ;

ET

L'asbl La Maison de la Famille, valablement représentée par Frank GILSON, Président et Madame Joëlle DEWALHENS, Directrice, dénommée ci-après « l'opérateur » ;

IL EST CONVENU CE QUI SUIT

Article 1 – Objet

L'opérateur s'engage à exécuter le projet décrit dans le document joint en **annexe 2**, repris au programme de la Politique de la Ville – Phasing OUT sur le territoire de la Commune de Saint-Josse-ten-Noode pour l'année 2018.

Article 2 - Durée

Le projet débutera dès l'approbation de la « *Convention « Politique de la Ville 2018 » (Phasing Out) -période 1er janvier – 31 décembre- de la commune de Saint-Josse-ten-Noode* » par les autorités régionales et du budget communal 2018 par l'autorité de tutelle et se terminera le 31 décembre 2018.

Article 3 – Délégation

La Commune délègue à l'opérateur la mission de réaliser en son nom les différentes actions et réalisations d'une partie du programme d'intervention de la Politique de la Ville concernée par la présente convention et décrite dans le document joint en **annexe 2**.

Article 4 – Financement

Pour le financement du *Projet 1 – Service de guidance budgétaire – Phasing Out* en 2018, la Commune versera la somme de **30.000,00 €** (dépenses inscrites au budget communal ordinaire 2018 – article 8490/332-02).

Les sommes seront versées sur le compte n°BE69 068-2030843-78 ouvert au nom de l'asbl la Maison de la Famille. Les subventions seront versées selon le plan de liquidation des subventions prévu à cet effet et en fonction des différentes actions et réalisations concernées par cette convention et décrites dans le document joint à la présente soit :

80 % d'avance au moment de la conclusion de la présente convention de partenariat et l'intégralité du solde au moment du décompte effectué par les autorités régionales et sur base des justificatifs approuvés.

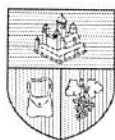
Article 5 – Contrôle

Les subventions étant soumises aux lois coordonnées du 17 juillet 1991 sur la comptabilité de l'État, l'opérateur accepte les contrôles relatifs à l'utilisation de la subvention en fonction de la réalisation effective du programme, contrôles effectués par la Commune de Saint-Josse-ten-Noode (coordination PGV).

Sur base des Directives Financières 2018 de la PV, **annexe 3**, toute dépense sera justifiée par facture et tous justificatifs probants avant le 15 avril 2019 pour le fonctionnement, le personnel et les investissements.

Article 6 - Affectations

La subvention étant exclusivement accordée pour la réalisation de l'objet repris à la présente convention, l'opérateur est tenu de la consacrer à cette seule destination. Dès l'instant où son utilisation n'est plus conforme à cette obligation, la subvention ou la partie de la subvention dont l'usage ne peut dûment être justifié par le



bénéficiaire doit être remboursée à la Commune de Saint-Josse-ten-Noode.

Article 7 – Évaluation

L'opérateur se doit de participer à toute réunion organisée par la Commune en vue d'une évaluation des actions sur le terrain. Les résultats du projet seront régulièrement évalués par l'opérateur au moyen d'indicateurs et discutés avec la cellule de coordination de la Politique de la Ville.

L'opérateur est chargé de rédiger un rapport final, pour le 15 avril 2018 au plus tard, qui présentera de manière circonstanciée l'évolution, l'exécution et la part des objectifs atteints ainsi que les résultats concrets depuis le démarrage du projet. Il contient aussi une description des résultats obtenus par rapport aux indicateurs proposés.

Article 8 – Comité d'accompagnement

L'opérateur s'engage à participer aux réunions du Comité d'accompagnement lors desquelles l'état d'avancement, le planning et le budget du projet seront présentés. A cette fin, l'opérateur s'engage à compléter, sur demande de la cellule de coordination, la fiche d'état d'avancement, **annexe 4**.

Article 9 – Participation de la population

L'opérateur s'engage à informer régulièrement la population des différentes actions menées dans le cadre de l'opération en mentionnant l'intervention de la Région de Bruxelles-Capitale ainsi que celle de la Commune.

Article 10 – Échanges d'informations

Les signataires reconnaissent qu'il est impératif que l'information circule rapidement et dans la transparence. Ils s'engagent donc à centraliser les informations auprès du coordinateur général désigné par la Commune et à échanger en temps utiles toute information pertinente.

Sans préjudice des dispositions particulières visées ci-dessus, toutes les notifications devant être faites en vertu du présent contrat seront valablement faites contre accusé de réception des personnes désignées responsables ou par courrier recommandé à la poste, la date de la poste faisant foi, aux adresses suivantes :

— en ce qui concerne la Commune de Saint-Josse-ten-Noode

Le Collège des Bourgmestre et Échevins,
Cabinet du Receveur communal – Cellule Taxes & Recettes
A l'attention de Madame Nathalie ISTA
Administration communale - Avenue de l'Astronomie, 13 – 1210 Saint-Josse-ten-Noode

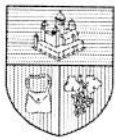
— en ce qui concerne l'opérateur

Madame Joëlle DEWALHENS, Directrice de la Maison de la Famille asbl
Asbl la Maison de la Famille, Rue Liedekerke, 112 – 1210 Saint-Josse-ten-Noode

Article 11 -

L'asbl la Maison de la Famille s'engage à transmettre à l'Administration communale de Saint-Josse-ten-Noode les documents suivants (soumis pour approbation à l'Assemblée générale de l'association, au plus tard, six mois après la clôture de l'exercice social visé) :

- Un bilan et compte de résultats de l'exercice social écoulé (tel que déposé au greffe du Tribunal de commerce ou à la Banque Nationale de Belgique) ;
- Le budget de l'exercice suivant ;
- Le procès-verbal de l'Assemblée générale de l'association approuvant les comptes ;
- Un rapport de gestion et de situation financière qui commente ces comptes en vue d'exposer d'une manière fidèle l'évolution des activités et de la situation de l'association ;
- Un rapport d'activités rendant explicite la politique globale de l'association ;
- Les statuts de l'association tels que publiés au Moniteur belge (lorsque la personne morale de droit privé a déjà bénéficié d'un subside et déposé ses statuts, elle ne doit transmettre à nouveau ceux-ci qu'en cas de modification de ces derniers, en attirant l'attention sur la modification.



Article 12 – Assurance

L'opérateur assumera seul à ses risques et périls et à l'entière décharge de la Commune la responsabilité civile et pénale de tous accidents, dommages aux personnes et aux biens – quels que soient la nature et la cause de ces accidents et dommages- survenant à l'occasion de la réalisation de la mission confiée par la présente convention.

A cet effet, l'opérateur souscrira un contrat d'assurance de responsabilité afin de couvrir toute demande d'indemnisation introduite sur base des articles 1382 et suivants du Code Civil.

L'opérateur s'engage également à faire couvrir par une assurance convenable les membres de son personnel en matière d'accidents du travail.

Les polices souscrites devront contenir une clause stipulant que l'assureur renonce à tout recours à l'encontre de la Commune et obligeant celui-ci à aviser la Commune par lettre recommandée, expédiée au moins 30 jours avant leur date d'effet, de toute suspension, de toutes causes de déchéance ou résiliation de ces polices.

Article 13 – Résiliation

En cas de non réalisation par l'opérateur des missions prévues à la présente convention, ou de non respect des délais indispensables à la bonne réalisation de ces missions, la Commune adressera à l'opérateur un courrier recommandé lui rappelant ses obligations.

Si dans les trente jours de l'envoi de ce courrier recommandé, l'opérateur n'a pas accompli le travail demandé, la Commune pourra mettre fin à la mission.

Article 14 -

La présente convention est établie conformément aux dispositions légales prescrites :

- Loi du 14 novembre 1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions ;
- Règlement communal relatif à l'octroi et au contrôle de l'emploi des subventions (application de la loi du 14/11/1983 - approbation du Conseil communal le 18/06/2008) ;
- Convention « Politique de la Ville 2018 – Phasing Out » signée entre le Gouvernement régional et la commune de Saint-Josse-ten-Noode et entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2018 et se terminant le 31 décembre 2018, *annexe 5*.

Par la signature de la présente, le bénéficiaire déclare avoir pris connaissance de la législation en vigueur et en accepte toutes les dispositions.

Le Collège des Bourgmestre et Échevins est chargé de trancher toutes contestations relatives aux cas non prévus par les dispositions légales ou réglementaires.

Tous les litiges relatifs à la présente convention relèvent de la compétence exclusive des cours et tribunaux de l'Arrondissement judiciaire de Bruxelles.

Fait à Saint-Josse-ten-Noode, en deux exemplaires, le /11/2017.

Pour la Commune de Saint-Josse-ten-Noode

Le Secrétaire communal

Le Collège des Bourgmestre et Échevins,

Patrick NEVE

Emir KIR, Bourgmestre

Pour l'opérateur, La Maison de la Famille asbl

Frank GILSON, Président et Joëlle DEWALHENS, Directrice